

L'intention du Gouvernement est « d'obtenir des intéressés un effort à tous égards équivalent à celui demandé aux bénéficiaires de revenus indexés », conformément à l'article 1er, 2°, de la loi du 2 février 1982, qui constitue le fondement légal du présent projet.

Contrairement à ce que prévoit l'article 2 la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet doit être fixée au 1er janvier 1983.

La chambre était composée de :

MM. :

G. Baeteman, président de chambre;
J. Nimmegeers; J. Borret, conseillers d'Etat;
Mme S. Van Aelst, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. G. Baeteman.

Le rapport a été présenté par M. J. De Coene, auditeur.

Le greffier,
S. Van Aelst.

Le président,
G. Baeteman.

30 DECEMBRE 1982. — Arrêté royal n° 172 modifiant l'arrêté royal n° 13 du 26 février 1982 portant exécution de l'article 1er, 2°, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, en ce qui concerne les praticiens de l'art de guérir et les titulaires de professions paramédicales

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 2° et 9°, et 3, § 2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal n° 13, du 26 février 1982 portant exécution de l'article 1er, 2°, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, en ce qui concerne les praticiens de l'art de guérir et les titulaires de professions paramédicales, les mots « en 1982 et 1983 » sont remplacés par les mots « en 1982, 1983 et 1984 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1983.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 décembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

F. 83 — 60

Arrêté royal n° 176 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

RAPPORT AU ROI

L'arrêté qui est soumis à la signature de Votre Majesté vise principalement à apporter plus de précisions à la réglementation relative à l'usage que font les organismes assureurs des moyens de l'assurance maladie.

De bedoeling van de Regering is « van de betrokkenen een inspanning te bekomen die in alle opzichten gelijkwaardig is aan degene die aan de genietters van geïndexeerde inkomsten wordt gevraagd » overeenkomstig artikel 1, 2°, van de wet van 2 februari 1982, dat de rechtsgrond is van het ontwerp.

In tegenstelling met wat gesteld wordt in artikel 2, bepale men de datum van inwerkingtreding op 1 januari 1983.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

G. Baeteman, kamervoorzitter;
J. Nimmegeers; J. Borret, staatsraden;
Mevr. S. Van Aelst, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer G. Baeteman.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. De Coene, auditeur.

De griffier,
S. Van Aelst.

De voorzitter,
G. Baeteman,

30 DECEMBER 1982. — Koninklijk besluit nr. 172 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 13 van 26 februari 1982 tot uitvoering van artikel 1, 2°, van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, voor wat betreft de beoefenaars van de geneeskunst en van de paramedische beroepen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 2° en 9°, en 3, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit nr. 13 van 26 februari 1982 tot uitvoering van artikel 1, 2°, van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning voor wat betreft de beoefenaars van de geneeskunst en van de paramedische beroepen, worden de woorden « 1982 en 1983 » vervangen door de woorden « in 1982, 1983 en 1984 ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1983.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 december 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

N. 83 — 60

Koninklijk besluit nr. 176 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

VERSLAG AAN DE KONING

Het besluit dat Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd beoogt voornamelijk een nadere regeling van het gebruik dat de verzekeringsinstellingen maken van de middelen van de ziekteverzekering.

Les moyens financiers de l'assurance maladie-invalidité obligatoire proviennent principalement des cotisations sociales et des interventions de l'Etat. Ils sont répartis, par le biais de P.I.N.A.M.I. entre les organismes assureurs qui, à leur tour, alimentent les mutualités. Ces ressources sont destinées au paiement d'indemnités et de soins de santé aux titulaires affiliés aux mutualités en question et au paiement des créances que les prestataires de soins introduisent auprès des mutualités dans le cadre du système du tiers-payant.

Etant donné l'impossibilité dans laquelle se trouve P.I.N.A.M.I. de verser régulièrement les fonds nécessaires aux organismes assureurs et étant donné le caractère inégal des besoins journaliers des mutualités, il est parfois justifiable, d'un point de vue social, que les mutualités immobilisent à court terme une partie des montants qui leur sont versés par P.I.N.A.M.I. et ce, afin de maintenir une réserve indispensable au paiement des indemnités d'incapacité de travail et à la continuité des opérations journalières.

En égard aux problèmes de trésorerie de l'assurance maladie-invalidité et aux difficultés qui en découlent pour le paiement des prestataires de soins dans le cadre du régime du tiers-payant, il n'est cependant pas acceptable que des fonds, inutilement élevés ou pour des périodes inutilement longues, restent bloqués sur les comptes bancaires des organismes assureurs ou des mutualités.

La modification légale proposée par le Gouvernement concerne le contrôle de l'utilisation que les organismes assureurs et mutualités font des ressources de l'assurance maladie-invalidité. Elle prévoit des sanctions à charge des mutualités qui placent illicitement les moyens financiers de l'assurance maladie-invalidité. Afin de stimuler les mutualités à effectuer les placements, lorsque ceux-ci sont justifiés, dans les conditions les plus favorables, une partie des intérêts provenant des placements licites peut leur être accordée, dans les conditions fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

L'arrêté règle enfin quelques matières diverses sur lesquelles l'examen des articles revient de manière plus détaillée.

Examen des articles

Article 1er. Les modifications proposées à l'article 46 ont pour objectif de mieux préciser la portée des dispositions relatives à la limitation des indemnités d'incapacité primaire au montant des allocations de chômage et d'en permettre une application plus adéquate.

C'est ainsi qu'il est proposé d'éviter que, par l'application de l'article 75 de la loi du 9 août 1963, certains titulaires qui avaient comme dernière qualité celle de chômeur contrôlé, n'échappent à cette règle limitative.

En outre, il est précisé que les chômeurs partiels, c'est-à-dire les travailleurs qui restent dans les liens d'un contrat de travail, ne sont pas visés par cette mesure, de même que certaines catégories de chômeurs à déterminer par le Roi. Parmi ceux-ci, il y a lieu de comprendre les travailleurs portuaires qui sont chômeurs et qui se trouvent en réalité, en vertu de la législation relative au chômage, dans les mêmes situations que les travailleurs qui sont chômeurs en raison de motifs d'ordre technique ou économique.

Enfin, il est proposé de maintenir, pendant la période d'incapacité de travail fixée par le Roi, la catégorie de chômeurs (travailleur chef de ménage, isolé ou cohabitant) que l'intéressé avait au début de l'incapacité de travail. Cependant, le Roi pourrait prévoir des dispositions dérogatoires dans certains cas où il est légitime de prendre en considération des modifications dans la situation du ménage.

Art. 2. La modification de l'article 57 vise à interdire expressément le cumul d'indemnités d'incapacité de travail et d'allocations de chômage.

En ce qui concerne la situation interne belge, ce texte consacre l'indépendance de la réglementation de l'assurance maladie vis-à-vis de la réglementation du chômage, dans laquelle cette interdiction de cumul est déjà fixée. L'innovation concerne cependant l'interdiction de cumul d'indemnités d'incapacité de travail pratiquées et d'allocations de chômage étrangères, situation se produisant relativement souvent et qui jusqu'à présent, n'est pas interdite.

De financiers de l'assurance maladie-invalidité obligatoire proviennent principalement des cotisations sociales et des interventions de l'Etat. Ils sont répartis, par le biais de P.I.N.A.M.I. entre les organismes assureurs qui, à leur tour, alimentent les mutualités. Ces ressources sont destinées au paiement d'indemnités et de soins de santé aux titulaires affiliés aux mutualités en question et au paiement des créances que les prestataires de soins introduisent auprès des mutualités dans le cadre du système du tiers-payant.

Etant donné l'impossibilité dans laquelle se trouve P.I.N.A.M.I. de verser régulièrement les fonds nécessaires aux organismes assureurs et étant donné le caractère inégal des besoins journaliers des mutualités, il est parfois justifiable, d'un point de vue social, que les mutualités immobilisent à court terme une partie des montants qui leur sont versés par P.I.N.A.M.I. et ce, afin de maintenir une réserve indispensable au paiement des indemnités d'incapacité de travail et à la continuité des opérations journalières.

En égard aux problèmes de trésorerie de l'assurance maladie-invalidité et aux difficultés qui en découlent pour le paiement des prestataires de soins dans le cadre du régime du tiers-payant, il n'est cependant pas acceptable que des fonds, inutilement élevés ou pour des périodes inutilement longues, restent bloqués sur les comptes bancaires des organismes assureurs ou des mutualités.

La modification légale proposée par le Gouvernement concerne le contrôle de l'utilisation que les organismes assureurs et mutualités font des ressources de l'assurance maladie-invalidité. Elle prévoit des sanctions à charge des mutualités qui placent illicitement les moyens financiers de l'assurance maladie-invalidité. Afin de stimuler les mutualités à effectuer les placements, lorsque ceux-ci sont justifiés, dans les conditions les plus favorables, une partie des intérêts provenant des placements licites peut leur être accordée, dans les conditions fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

L'arrêté règle enfin quelques matières diverses sur lesquelles l'examen des articles revient de manière plus détaillée.

Onderzoek van de artikelen

Artikel 1. De wijzigingen voorgesteld aan artikel 46 hebben tot doel beter de draagwijdte te omlijnen van de bepalingen betreffende de beperking van de uitkeringen wegens primaire arbeidsongeschiktheid tot het bedrag van de werkloosheidsvergoedingen en aldus een meer adequate toepassing toe te laten.

Alzo wordt voorgesteld te vermijden dat, door toepassing van artikel 75 van de wet van 9 augustus 1963, sommige gerechtigden, die als laatste hoedanigheid deze van gecontroleerde werkloze hadden, aan de beperkingsmaatregel zouden ontsnappen.

Bovendien wordt bepaald dat de gedeeltelijk werklozen, dit zijn de werknemers die verbonden blijven door een arbeidscontract, niet worden beoogd door deze maatregel, evenals bepaalde categorieën van werklozen door de Koning te bepalen. Onder deze laatste dienen verstaan te worden de werkloze havenarbeiders die zich in werkelijkheid, in toepassing van de wetgeving betreffende de werkloosheid, in dezelfde situatie bevinden als de werknemers die werkloos zijn ingevolge technische of economische redenen.

Tenslotte wordt voorgesteld, gedurende de door de Koning bepaalde periode van arbeidsongeschiktheid, de werklozen-categorie (werknemer gezinshoofd, alleenstaande of samenwonende) waaronder betrokkene viel bij de aanvang van zijn arbeidsongeschiktheid, te behouden. De Koning kan evenwel in bepaalde gevallen afwijkende maatregelen voorzien waar wijzigingen in de gezinstoestand wettelijk in acht dienen te worden genomen.

Art. 2. De aanvulling van artikel 57 heeft tot doel de cumulatie van arbeidsongeschiktheidsuitkeringen met werkloosheidsuitkeringen uitdrukkelijk te verbieden.

Voor wat de interne Belgische toestand betreft regelt deze tekst het loskoppelen van de ziekte- en invaliditeitsreglementering van de werkloosheidsreglementering, waar dit cumulatieverbod reeds wordt vastgesteld. De innovatie betreft evenwel het verbod van cumulatie van geprotatiseerde arbeidsongeschiktheidsuitkeringen met buitenlandse werkloosheidsvergoedingen, een betrekkelijk veel voorkomende toestand die tot nog toe niet verboden was.

Art. 3. La modification proposée doit permettre, sans équivoque, au Service du contrôle administratif de procéder au contrôle du respect des dispositions légales et réglementaires qui, au sens strict, ne se rapportent pas aux prestations. On pense ici plus spécialement au contrôle de l'utilisation qui est faite des moyens financiers de l'assurance-maladie.

Art. 4. Cet article prévoit des sanctions dans le chef des organismes assureurs et mutualités qui placent illicitement les moyens financiers de l'assurance maladie-invalidité. Sans préjudice de la récupération intégrale des intérêts, des sanctions administratives, jusqu'à 60 p.c. maximum desdits intérêts, seront prononcées à charge des organismes concernés.

Art. 5. Ce texte contient deux grands principes. D'abord, l'alinéa 2 détermine que les circonstances dans lesquelles le placement des moyens financiers de l'assurance maladie-invalidité peut être considéré comme licite, sont définies par le Roi. Il est cependant clairement stipulé que seuls des placements à court terme sur des comptes à vue sont autorisés. Tout placement à terme est donc interdit.

L'alinéa 1er dispose que les intérêts sont considérés comme ressources de l'assurance. Cependant, en vertu des dispositions de l'alinéa 3, une partie des intérêts des placements estimés licites peut être accordée aux organismes assureurs dans les conditions à fixer par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Art. 6. En vertu de l'article 70 de la loi du 9 août 1963, l'assurance maladie n'intervient pas dans le coût des prestations couvertes par une autre législation (assurance accidents du travail, assurance automobile, etc...). En attendant que le dommage soit effectivement indemnisé, c'est la mutualité qui paie.

Par la suite, la mutualité peut demander le remboursement à l'assureur concerné.

La disposition insérant un § 1bis à l'article 125 a pour but de stimuler la récupération de ces sommes. A cette fin, une partie, déterminée par le Roi, de toute manière limitée à 10 p.c., des montants récupérés en application de l'article 70, § 2, sera ajoutée aux frais d'administration.

Art. 7. Afin de prévenir les placements superflus des moyens financiers de l'assurance maladie-invalidité par les organismes assureurs ou les mutualités, cette disposition relève l'I.N.A.M.I. de l'obligation d'effectuer avant la fin du mois le dernier versement pour parfaire le douzième budgétaire, si le dernier jour du mois est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal. Il doit cependant être veillé à ce que les organismes disposent des fonds suffisants à la reprise de leurs activités après le week-end.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat.

Le Gouvernement n'est pas d'accord avec la remarque reprise au point 3 de l'avis du Conseil d'Etat. Les sanctions qui peuvent être prononcées par le Comité du Service du contrôle administratif réuni en séance spéciale en l'absence des représentants des organismes assureurs, sont en effet des sanctions administratives. Elles ne tombent pas sous les dispositions limitatives de l'article 3, § 4, de la loi du 2 février 1962 qui, en vertu du texte-même de la loi, ne concernent que les sanctions pénales.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Art. 3. De voorgestelde wijziging moet de Dienst voor administratieve controle toelaten, zonder dat zulks in twijfel kan worden getrokken, over te gaan tot controle van het naleven van wettelijke en reglementaire bepalingen die strikt genomen geen betrekking hebben op de prestaties. Meer bepaald wordt hierbij gedacht aan de controle van het gebruik dat gemaakt wordt van de financiële middelen van de ziekteverzekering.

Art. 4. Voorziet in sancties in hoofde van de verzekeringsinstellingen en ziekenfondsen die de financiële middelen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering op ongeoorloofde wijze beleggen. Onverminderd de integrale terugvordering van de renteopbrengst, zullen ten laste van de betrokken instellingen administratieve sancties uitgesproken worden tot maximum 60 pct. van de renteopbrengst in kwestie.

Art. 5. Deze tekst bevat twee grote principes. Vooreerst bepaalt het tweede lid dat de omstandigheden waarin plaatsing van de financiële middelen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering als geoorloofd kan bestempeld worden, door de Koning omschreven worden. Nochtans wordt duidelijk bepaald dat enkel kortstondige beleggingen op zichtrekeningen toegelaten zijn. Elke belegging op termijn is derhalve verboden.

Het eerste lid bepaalt dat de renteopbrengst als verzekeringsinkomst beschouwd wordt. Nochtans kan luidens de bepalingen van het derde lid een deel van de renteopbrengst van de geoorloofd geachte beleggingen aan de verzekeringsinstellingen worden toegewezen, onder bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit vast te stellen voorwaarden.

Art. 6. Luidens artikel 70 van de wet van 9 augustus 1963 komt de ziekteverzekering niet tussen wanneer de kosten van de prestaties gedekt worden door een andere regeling (arbeidsongevallenverzekering, automobielverzekering, enz...). In afwachting dat de schade effectief wordt vergoed zal het ziekenfonds betalen.

Achteraf kan het ziekenfonds terugbetaling vragen aan de betrokken verzekeraar.

De in een § 1bis van artikel 125 in te schrijven bepaling heeft de bedoeling de terugvordering van deze sommen te stimuleren. Te dien einde zal een door de Koning te bepalen gedeelte van de met toepassing van artikel 70, § 2 teruggevorderde bedragen, dat allezins beperkt wordt tot 10 pct. aan de administratiekosten worden toegevoegd.

Art. 7. Teneinde overbodige beleggingen van financiële middelen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering door de verzekeringsinstellingen op ziekenfondsen te voorkomen, ontheft deze bepaling het R.I.Z.I.V. van de verplichting de laatste storting met het oog op de volstorting van het begrotingstwaalfde vóór het einde van de maand te verrichten, indien de laatste dag van die maand een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is. Hierbij dient er evenwel over gewaakt te worden dat de instellingen bij het hervatten van hun activiteit na het weekend over voldoende fondsen kunnen beschikken.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

De Regering is het niet eens met de onder punt 3 van het advies van de Raad van State opgenomen opmerking. De straffen, die door het Comité van de Dienst voor administratieve controle in speciale vergadering bijeengekomen zonder de vertegenwoordigers van de verzekeringsinstellingen kunnen worden uitgesproken, zijn immers administratieve sancties. Zij vallen niet onder de beperkende bepalingen van artikel 3, § 4 van de wet van 2 februari 1962, die luidens de tekst van de wet zelf enkel betrekking hebben op strafrechtelijke sancties.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 13 décembre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 176 « modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité », a donné le 15 décembre 1982 l'avis suivant :

Eu égard au bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit limiter son avis aux observations qui suivent :

1. Les modifications que le projet vise à apporter à la loi d'assurance maladie du 9 août 1963 concernant, d'une part, les indemnités d'incapacité primaire et leur cumul avec les allocations de chômage et, d'autre part, la gestion des moyens financiers de l'assurance maladie par les organismes assureurs. Le Roi trouve le pouvoir d'établir ces règles dans les dispositions de l'article 1er, 9°, de la loi de pouvoirs spéciaux du 2 février 1982, aux termes duquel Il peut, dans les limites définies dans cette loi par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale.

2. Il ressort notamment de l'article 3 du projet que l'Institut national d'assurance maladie-invalidité est associé à l'application des nouvelles mesures. L'arrêté en projet doit dès lors satisfaire à l'exigence de consultation paritaire, à moins que le Gouvernement n'invoque l'urgence, auquel cas le préambule devrait en faire mention.

3. L'article 4 du projet insère un nouvel alinéa dans l'article 99 de la loi du 9 août 1963. Cette nouvelle disposition prévoit l'application de sanctions aux organismes assureurs qui réalisent des placements à court terme en infraction aux dispositions projetées en la matière. Le texte ne dit pas qui infligera ces sanctions. Eu égard aux dispositions de l'article 3, § 4, de la loi de pouvoirs spéciaux du 2 février 1982, ces sanctions ne pourront en outre excéder une amende de 100 000 francs.

4. L'article 5 du projet ajoute un 13° à l'article 121 de la loi du 9 août 1963.

Etant donné que ledit article 121 comprend deux alinéas et que l'ajoute concerne l'alinéa 1er, il y a lieu de le préciser dans la phrase liminaire.

La nouvelle disposition ajoute à la liste des ressources de l'assurance les intérêts provenant de tout placement des moyens financiers mis à la disposition des organismes visés à l'article 2 de la loi susmentionnée dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. Le texte proposé commence par la formule : « Sans préjudice des dispositions de l'article 127 ». L'article 127 de la loi du 9 août 1963 concerne les réserves légales et les réserves ordinaires des organismes assureurs. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée de cette référence.

La nouvelle disposition envisage en outre la possibilité de « placements à court terme », sans autre précision. Pour éviter qu'il n'y ait discussion sur ce point, il serait souhaitable de définir concrètement ce que l'on entend par court terme. Cette définition, de même que la disposition qui habilite le Roi à déterminer les modalités de transfert et de répartition des intérêts dont il s'agit ne semblent pas trouver leur place dans l'article 121 de la loi du 9 août 1963. Il serait sans doute préférable de leur consacrer un article distinct, à insérer dans la section 4 du chapitre 1er du titre VIII de la loi du 9 août 1963.

5. Selon l'article 8, l'arrêté en projet entrera en vigueur le 31 décembre 1982, à l'exception des dispositions qui concernent l'extension du contrôle administratif et de celles qui ont trait aux intérêts provenant de placements à court terme, dispositions qui produiraient leurs effets le 4 février 1982.

Pour ce qui est de l'extension du contrôle administratif, il convient de renoncer à cette rétroactivité, d'une part, parce que les règles y relatives ne sont pas susceptibles d'application rétroactive et, d'autre part, parce qu'il ressort des déclarations du délégué du Gouvernement que ce contrôle, qui portera certes sur les intérêts réalisés avant la fixation du présent arrêté en projet, ne sera exercé qu'à l'avenir.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e december 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 176 « tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering », heeft de 15e december 1982 het volgend advies gegeven :

Ingevolge de opgelegde korte termijn, moet het advies zich beperken tot de opmerkingen die hierna volgen.

1. De wijzigingen die met het ontwerp in de ziekteverzekeringswet van 9 augustus 1963 worden aangebracht, betreffen voor een deel de uitkeringen voor primaire arbeidsongeschiktheid en hun cumulatie met werkloosheidsuitkeringen, voor een ander deel het beheer van de financiële middelen van de ziekteverzekering door de verzekeringsinstellingen. De bevoegdheid tot het vaststellen van die regelen ontleent de Koning aan het bepaalde in artikel 1, 9°, van de bijzondere-machtenwet van 2 februari 1982, naar luid waarvan Hij, binnen de grenzen bepaald in deze wet, bij in Ministerraad overlegde besluiten alle nuttige maatregelen kan nemen ten einde het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid te verzekeren.

2. Onder meer uit artikel 3 van het ontwerp blijkt dat het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering bij de toepassing van de nieuwe maatregelen betrokken is. Het ontwerp moet bijgevolg voldoen aan het vereiste van de paritaire raadpleging, tenzij de Regering zich zou beroepen op de hoogdringendheid, in welk geval daarvan in de aanhef melding moet worden gemaakt.

3. Met artikel 4 van het ontwerp wordt in artikel 99 van de wet van 9 augustus 1963 een lid ingevoegd. In die bepaling wordt voorzien in de bestraffing van de verzekeringsinstellingen die kortstondige beleggingen doen in overtreding van de ontworpen bepalingen dienomtrent. In de tekst is niet bepaald door wie die straffen worden opgelegd. Gelet op het bepaalde in artikel 3, § 4, van de bijzondere-machtenwet van 2 februari 1982 zullen die geldstraffen bovendien niet meer mogen bedragen dan een boete van 100 000 frank.

4. Met artikel 5 van het ontwerp wordt artikel 121 van de wet van 9 augustus 1963 aangevuld met een 13°.

Vermits artikel 121 twee leden bevat en de toevoeging betrekking heeft op het eerste lid, dient zulks in de inleidende zin te worden verduidelijkt.

Met de nieuwe bepaling wordt de lijst van de verzekeringsinkomsten aangevuld met het resultaat van de renteopbrengst van iedere belegging van de financiële middelen die, in het raam van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, ter beschikking worden gesteld van de in artikel 2 van die wet bedoelde instellingen. In de tekst wordt daarbij vermeld : « onverminderd de bepalingen van artikel 127 ». Artikel 127 van de wet van 9 augustus 1963 betreft de wettelijke en de gewone reserves van de verzekeringsinstellingen. De Raad van State ziet niet goed de betekenis van die verwijzing.

In de nieuwe bepaling wordt bovendien de mogelijkheid geopend van « kortstondige beleggingen », zonder dat deze nader worden omschreven. Om discussie dienomtrent te voorkomen, ware het wenselijk dat de kortstondigheid van de belegging concreet wordt omschreven. De desbetreffende bepaling alsmede die betreffende de toebedeling van de bevoegdheid aan de Koning om de regelen voor overboeking en verdeling van de betrokken renteopbrengsten te bepalen, lijken niet op hun plaats in artikel 121 van de wet van 9 augustus 1963. Die bepalingen waren mogelijk beter als een afzonderlijk artikel in titel VIII, hoofdstuk I, afdeling 4, van de wet van 9 augustus 1963 opgenomen.

5. Volgens artikel 8 zal het ontwerp in werking treden op 31 december 1982, met uitzondering van de bepalingen die de verruiming van de administratieve controle betreffen en van de bepalingen die betrekking hebben op de renteopbrengst van kortstondige beleggingen, welke in werking zouden treden op 4 februari 1982.

Wat betreft de verruiming van de administratieve controle moet van die retroactiviteit worden afgezien, enerzijds, omdat die regelen voor een retroactieve toepassing niet vatbaar zijn en, anderzijds, omdat uit de verklaringen van de gemachtigde van de Regering blijkt dat die controle, weliswaar op renteopbrengsten die vóór de totstandkoming van dit besluit in ontwerp zijn gerealiseerd, pas in de toekomst zal worden uitgeoefend.

En ce qui concerne l'effet rétroactif donné à la désignation comme ressource de l'assurance maladie des intérêts provenant de placements à court terme, le délégué du Gouvernement a déclaré que cette rétroactivité a été prévue aux fins de pouvoir récupérer au profit du régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité des intérêts qui ont été réalisés par le passé. Il convient de renoncer également à cette rétroactivité, étant donné que l'on ne peut imposer, pour une période révolue, des obligations nouvelles aux organismes assureurs en question. Si l'intention du Gouvernement est de récupérer des intérêts réalisés à une époque antérieure, cette intention doit être exprimée dans une disposition transitoire distincte. En tout état de cause, la récupération ne peut en aucun cas porter sur des intérêts réalisés avant le 1er janvier 1982, eu égard aux dispositions de l'article 4, § 4, de la loi de pouvoirs spéciaux du 2 février 1982.

Enfin il s'indiquerait de remplacer la date du 31 décembre 1982 prévue pour l'entrée en vigueur du projet par celle du 1er janvier 1983.

La chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président;
H. Coremans; Gh. Tacq, conseillers d'Etat;
L. Van den Abeele, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. Tacq.

Le rapport a été présenté par M. M. Roelandt, auditeur.

Le greffier,	Le président,
L. Van den Abeele.	H. Adriaens.

30 DECEMBRE 1982. — Arrêté royal n° 176 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article 1er, 9°, et l'article 3, § 2;

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment les articles 46, modifié par les lois des 27 juin 1969, 5 juillet 1971 et 5 janvier 1976 et par l'arrêté royal n° 22 du 28 mars 1982, 57, modifié par les lois des 27 juin 1969 et 5 juillet 1971, 91, 99, modifié par la loi du 10 octobre 1967, 121, modifié par les lois des 24 juin 1969, 9 juin 1970, 5 juillet 1971, 16 juillet 1974, 23 décembre 1974, 22 décembre 1977, 5 août 1978 et 8 août 1980, par l'arrêté royal n° 22 du 23 mars 1982 et par les arrêtés royaux des 22 mars 1965, 28 juin 1969, 22 décembre 1969, 29 juillet 1970, 20 juillet 1971, 28 décembre 1971 et 23 octobre 1981, 125, modifié par les lois des 8 avril 1965, 27 juin 1969, 22 décembre 1977 et 8 août 1980, et 132;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public, de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 46, alinéa 1er, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par les lois des 27 juin 1969, 5 juillet 1971 et 5 janvier 1976 et l'arrêté royal n° 22 du 23 mars 1982, la dernière phrase est remplacée par les mots :

« Pour les titulaires visés à l'article 45, § 1er, 1°, c, ainsi que pour les titulaires qui maintiennent la qualité précitée en vertu de l'article 75, le montant de l'indemnité d'incapacité primaire ne peut, pendant une période à déterminer par le Roi, être supérieure à celui de l'allocation de chômage à laquelle ils auraient pu prétendre s'ils ne s'étaient pas trouvés en état d'incapacité

Wat betreft de terugwerking omtrent de aanwijzing van de renteopbrengst van kortstondige beleggingen als ziekteverzekeringsinkomst, is door de gemachtigde van de Regering verklaard dat in de retroactiviteit daarvan is voorzien om de in het verleden gerealiseerde renteopbrengsten te kunnen recupereren ten bate van het stelsel van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering. Ook van die retroactiviteit moet worden afgezien omdat men aan de bedoelde verzekeringinstellingen voor een voorbije periode geen nieuwe verplichtingen kan opleggen. Indien het de bedoeling is om die voorheen gerealiseerde renteopbrengsten te recupereren, dan moet zulks in een afzonderlijke overgangsbepaling tot uitdrukking worden gebracht. De recuperatie kan allezins in geen geval betrekking hebben op vóór 1 januari 1982 gerealiseerde renteopbrengsten, gelet op het bepaalde in artikel 4, § 4, van de bijzondere-machtenwet van 2 februari 1982.

Ten slotte is het aangewezen de datum van inwerkingtreding die volgens het ontwerp 31 december 1982 zou zijn, vast te stellen op 1 januari 1983.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter;
H. Coremans; Gh. Tacq, staatsraden;
L. Van den Abeele, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Gh. Tacq.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Roelandt, auditeur.

De griffier,	De voorzitter,
L. Van den Abeele.	H. Adriaens.

30 DECEMBER 1982. — Koninklijk besluit nr. 176 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 9°, en artikel 3, § 2;

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op de artikelen 46, gewijzigd bij de wetten van 27 juni 1969, 5 juli 1971 en 5 januari 1976 en bij het koninklijk besluit nr. 22 van 23 maart 1982, 57, gewijzigd bij de wetten van 27 juni 1969 en 5 juli 1971, 91, 99, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, 121, gewijzigd bij de wetten van 27 juni 1969, 9 juni 1970, 5 juli 1971, 16 juli 1974, 23 december 1974, 22 december 1977, 5 augustus 1978 en 8 augustus 1980, het koninklijk besluit nr. 22 van 23 maart 1982 en de koninklijke besluiten van 22 maart 1965, 28 juni 1969, 22 december 1969, 29 juli 1970, 20 juli 1971, 28 december 1971 en 23 oktober 1981, 125, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1965, 27 juni 1969, 22 december 1977 en 8 augustus 1980 en 132;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 46, eerste lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de wetten van 27 juni 1969, 5 juli 1971 en 5 januari 1976 en bij het koninklijk besluit nr. 22 van 23 maart 1982, wordt de laatste zin vervangen door de woorden :

« Voor de in artikel 45, § 1, 1°, c, bedoelde gerechtigden, evenals voor de gerechtigden die voormelde hoedanigheid behouden krachtens artikel 75, mag de primaire ongeschiktheidsuitkering gedurende een door de Koning te bepalen tijdvak niet meer bedragen dan de werkloosheidsuitkering waarop zij aanspraak zouden hebben indien ze zich niet in staat van arbeidsongeschikt-

de travail; cette disposition ne peut empêcher l'octroi de l'indemnité complémentaire pendant la période de repos d'accouchement et n'est pas applicable aux chômeurs qui sont assimilés à des chômeurs partiels par le Roi. Sauf exceptions prévues par le Roi, les titulaires précités sont maintenus dans la catégorie de chômeurs qui a été fixée conformément aux dispositions de l'article 160, § 1er, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, au début de l'incapacité de travail. »

Art. 2. L'article 57, § 1er, de la même loi, modifié par la loi du 27 juin 1969, est complété par un 5°, rédigé comme suit :

« 5° pour la période pendant laquelle il peut faire appel à des allocations de chômage en vertu d'une législation belge ou étrangère. »

Art. 3. L'article 91, alinéa unique, de la même loi, est complété comme suit :

« ainsi que le contrôle administratif sur l'observance des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 4. Dans l'article 99 de la même loi, modifié par la loi du 10 octobre 1967, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

« A charge des organismes visés à l'article 2 qui placent d'une manière non conforme aux dispositions de l'article 121, 13°, les moyens financiers mis à leur disposition dans le cadre de l'assurance maladie-invalidité obligatoire, sont prononcées des sanctions s'élevant au maximum à 60 p.c. des intérêts de ce placement. »

Art. 5. L'article 121, alinéa 1er, de la même loi, modifié par les lois des 24 juin 1969, 9 juin 1970, 5 juillet 1971, 16 juillet 1974, 23 décembre 1974, 22 décembre 1977, 5 août 1978 et 8 août 1980, par l'arrêté royal n° 22 du 23 mars 1982 et par les arrêtés royaux des 22 mars 1965, 28 juin 1969, 22 décembre 1969, 29 juillet 1970, 20 juillet 1971, 28 décembre 1971 et 23 octobre 1981, est complété par un 13°, libellé comme suit :

« 13° Sans préjudice des dispositions de l'article 127, les intérêts de tout placement des moyens financiers mis à la disposition des organismes visés à l'article 2 dans le cadre de l'assurance maladie-invalidité obligatoire.

Seuls des placements à court terme sur des comptes à vue peuvent être autorisés dans les conditions fixées par le Roi.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de transfert et de répartition de ces intérêts, ainsi que la partie destinée au financement de l'assurance maladie-invalidité du régime des travailleurs indépendants. »

Art. 6. Dans l'article 125 de la même loi, modifié par les lois des 8 avril 1965, 27 juin 1969, 22 décembre 1977 et 8 août 1980, il est inséré un § 1bis, rédigé comme suit :

« § 1bis. Dans les conditions déterminées par le Roi, les frais d'administration sont majorés de maximum 10 p.c. des sommes qui sont récupérées en application de l'article 70, § 2. »

Art. 7. L'article 132, alinéa unique, de la même loi est complété comme suit :

« Si le dernier jour du mois est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le dernier versement peut toutefois avoir lieu le premier jour ouvrable du mois qui suit, pour parfaire le douzième budgétaire. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1983.

Les dispositions de l'article 5 sont cependant d'application sur les intérêts réalisés avant le 1er janvier 1983.

Art. 9. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 décembre 1982.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

heid bevonden; deze bepaling mag geen beletsel vormen voor de toekenning van de bijkomende uitkering gedurende het tijdvak van zwangerschapsrust en is niet toepasselijk ten aanzien van de gedeeltelijke werklozen en de werklozen die door de Koning met een gedeeltelijke werkloze worden gelijkgesteld. Behoudens de door de Koning bepaalde uitzonderingen blijven vorenvermelde gerechtigden verder behoren tot de categorie van werklozen die is vastgesteld, overeenkomstig het bepaalde in artikel 160, § 1, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, bij de aanvang van de arbeidsongeschiktheid. »

Art. 2. Artikel 57, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1969, wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

« 5° voor de periode waarover hij krachtens een Belgische of vreemde wetgeving aanspraak kan maken op werkloosheidsvergoedingen. »

Art. 3. Artikel 91, enig lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld als volgt :

« alsmede voor de administratieve controle op het inacht nemen van de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten. »

Art. 4. In artikel 99 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Ten laste van de in artikel 2 bedoelde instellingen die de financiële middelen die hen in het kader van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering ter beschikking worden gesteld beleggen op een wijze die niet overeenstemt met de bepalingen van artikel 121, 13°, worden straffen uitgesproken tot maximum 60 pct. van de renteopbrengst van deze belegging. »

Art. 5. Artikel 121, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 juni 1969, 9 juni 1970, 5 juli 1971, 16 juli 1974, 23 december 1974, 22 december 1977, 5 augustus 1978 en 8 augustus 1980, het koninklijk besluit nr. 22 van 23 maart 1982 en de koninklijke besluiten van 22 maart 1965, 28 juni 1969, 22 december 1969, 29 juli 1970, 20 juli 1971, 28 december 1971 en 23 oktober 1981, wordt aangevuld met een 13° luidend als volgt :

« 13° Onverminderd de bepalingen van artikel 127 de renteopbrengst van iedere belegging van financiële middelen die de instellingen bedoeld in artikel 2 ter beschikking worden gesteld in het kader van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Enkel kortstondige beleggingen op zichtrekeningen kunnen, onder de door de Koning vast te stellen voorwaarden, worden toegestaan.

De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit, de regelen voor overboeking en verdeling van deze renteopbrengsten, en bepaalt welk deel bestemd is voor de financiering van de ziekte- en invaliditeitsverzekering voor zelfstandigen. »

Art. 6. In artikel 125 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1965, 27 juni 1969, 22 december 1977 en 8 augustus 1980, wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. Onder de door de Koning te bepalen modaliteiten worden de administratiekosten vermeerderd met maximum 10 pct. van de sommen die met toepassing van artikel 70, § 2, worden teruggevorderd. »

Art. 7. Artikel 132, enig lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld als volgt :

« Wanneer de laatste dag van de maand een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, mag de laatste storting met het oog op de volstorting van het begrotingstwaalfde evenwel worden gedaan op de eerste werkdag van de volgende maand. »

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1983.

De bepalingen van artikel 5 zijn nochtans eveneens van toepassing op de renteopbrengsten die vóór 1 januari 1983 werden gerealiseerd.

Art. 9. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 december 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE